

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 83 – décembre 2015 – 5,50 €*



Dossier thématique

Sortir de la guerre

Jacques Vistel à l'honneur

Le 24 juin dernier, dans la salle des fêtes du palais de l'Élysée à Paris, Jacques Vistel, président de la Fondation de la Résistance, a reçu les insignes de commandeur de la Légion d'honneur des mains du Président de la République française François Hollande (*notre photo*).

Dans son allocution, le chef de l'État a retracé avec beaucoup de précision son parcours en rappelant qu'à la sortie de l'ENA, Jacques Vistel devient Conseiller d'État pendant une quarantaine d'années avec plusieurs incursions dans le monde de la Culture et de la Communication.

Conseiller technique au cabinet de Michel Guy, secrétaire d'État à la Culture (1974-1976), Jacques Vistel devient directeur-adjoint des musées de France (1978-1982) puis président de RFO (1986). Alors président du Musée Rodin (1993-2000), il est nommé directeur du cabinet de Catherine Tasca, ministre de la Culture et de la Communication de 2000 à 2002. En parallèle, il dirige la mission de préfiguration de la Fondation Alberto et Annette Giacometti dont il devient le premier président de 2003 à 2011.

Fidèle au souvenir de son père Alban Vistel, chef des MUR et compagnon de la Libération, Jacques Vistel rejoint la Fondation de la Résistance dès sa création. Membre du conseil d'administration depuis 1998, vice-président en 2002, il est élu président de la Fondation de la Résistance en 2009 à la suite du retrait de Pierre Sudreau.

François Hollande a de plus souligné que son expérience de serviteur de l'État et son rôle à la tête de la Fondation de la Résistance l'avaient tout naturellement désigné pour présider le comité d'éthique de la mission interministérielle du 70^e anniversaire de la Libération de la France qui avec le comité scientifique était chargé de participer à la définition et à la mise en œuvre des programmes commémoratifs.

Le conseil d'administration, le directeur général et le personnel de la Fondation de la Résistance tiennent à féliciter chaleureusement le président Vistel pour cette promotion dans le premier ordre national de la République. ●

FM



© Présidence de la République Photo M. Etcheberry / L. Blevinac



Photo Frantz Malassis

Remise du drapeau de la section d'Indre-et-Loire de la FARREFC à la Fondation

Le 30 septembre dernier, au siège de la Fondation de la Résistance, Roger Monceau, président de la section d'Indre-et-Loire de la Fédération des amicales des réseaux renseignement et évadement de la France Combattante⁽¹⁾ (FARREFC) a remis symboliquement le drapeau de sa section récemment dissoute à la Fondation de la Résistance représentée par son directeur général le préfet Victor Convert.

Ce moment de transmission concrétise d'une façon particulièrement forte une des missions essentielles de la Fondation de la Résistance, à savoir la perpétuation par son entremise des associations d'anciens résistants ne pouvant plus vivre par elles-mêmes. Il témoigne également de la confiance des associations issues de la Résistance dans notre institution, qui aura le lourd privilège de veiller aux intérêts moraux et matériels de la Résistance française dans le futur. ●

FM

(1) Rappelons que la FARREFC avait rejoint la Fondation de la Résistance au moment de sa dissolution en 2000 et que les archives très riches de cette association nationale avaient été données aux Archives nationales où elles sont conservées sur le site de Pierrefitte-sur-Seine sous les cotes 72 AJ/2334 à 72AJ/2432.

Roger Monceau (à gauche) remet son drapeau au préfet Victor Convert.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Sortir de la guerre

- La sortie de guerre des résistants et des Français libres p. I
- Retours en métropole : la perception des Français libres à travers leurs écrits personnels p. VI
- La sortie de guerre des résistants à travers les premiers bulletins associatifs..... p. VII
- Les survivants et leurs morts : le cas de la famille d'Octave Simon, résistant porté disparu p. VIII

La vie de la Fondation de la Résistance

- Jacques Vistel à l'honneur p. 2
- Remise du drapeau de la section d'Indre-et-Loire de la FARREFC à la Fondation..... p. 2
- Activités du département recherche et pédagogie p. 4 et 7
- Activités du département AERI..... p. 6 et 7
- Activités du département documentation et publications..... p. 8

Les activités de MER

Association des amis de la Fondation de la Résistance..... p. 5

Livres p. 6

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication : Jacques Vistel, Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication : François Archambault
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Comité de rédaction : Fabrice Bourrée, Paulina Braut, Guillaume Piketty, Bruno Leroux, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, Hélène Staes, Manuel Valls-Vicente.
Fichier des abonnés : Amélia Polonia-Vaz
Maquette, photogravure et impression : humancom, 48 rue de Dantzig 75015 Paris.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €. n° 83 : 5,50 €
Commission paritaire n° 1120A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal : décembre 2015

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chaurmes. Cône conçu et réalisé par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Le mot du Président

Les récentes attaques terroristes qui ont frappé aveuglément le cœur de la nation française le 13 novembre dernier interrogent nos consciences et nous invitent à nous engager en tant que citoyens responsables. En janvier 2015, étaient visés la liberté d'expression, par l'assassinat de journalistes et de collaborateurs du journal satirique *Charlie hebdo*, la communauté juive, qui ressent de plus en plus vivement un antisémitisme latent et des policiers dépositaires de l'ordre républicain. Les fanatiques de Daesh s'en prennent maintenant au mode de vie de la société française et plus largement à celle des sociétés occidentales démocratiques.

Salle de concert du Bataclan, stade de France, terrasses de cafés, restaurants autant de cibles choisies parce qu'elles constituent des lieux de convivialité, d'échanges et de partage où s'exprime cette volonté de vivre ensemble quelles que soient nos origines

et nos convictions. Cet horizon d'avenir qui nous unit dans notre diversité s'exprime dans la devise de la République française : liberté, égalité, fraternité. C'est cette tolérance qui est au cœur de nos valeurs républicaines où les différences de pensées, d'appartenances culturelles et de modes de vies sont pleinement acceptées, dès lors qu'elles ne constituent pas une menace pour la démocratie. C'est tout cela que les séides de Daesh voudraient voir disparaître. En maintenant un climat de menace permanent avec la psychose de nouvelles attaques, la tactique de ces terroristes est claire : ils espèrent ainsi créer les conditions d'un repli communautaire pour atteindre la République française de l'intérieur et l'affaiblir durablement. Soyons-en conscient, ne nous laissons pas enfermer dans cette voie et affirmons ensemble l'importance des principes et des valeurs qui furent au cœur du combat de la Résistance.

L'un des remparts les plus sûrs sur le long terme pour lutter contre l'endoctrinement fanatique est l'éducation de la jeunesse de France. C'est la raison pour laquelle dès ses origines la Fondation s'est engagée dans la promotion et le développement du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) créé il y a plus de cinquante ans par la Confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance. Ainsi depuis plus de 20 ans, la Fondation dirige la réalisation d'une brochure pédagogique préparatoire lorsque le thème annuel porte sur la Résistance, brochure diffusée dans les établissements scolaires du secondaire de Métropole, des DROM-COM sans oublier les lycées français à l'étranger. Cette aide pédagogique est aussi disponible avec des compléments sur internet. La Fondation de la Résistance intervient également dans le cadre des formations pédagogiques et organise des formations à destination des enseignants. C'est ainsi que nous entendons participer à la formation de générations de citoyens éclairés, clefs de voûte de la cohésion nationale de la France ! ●



Le mot du Président

*Au nom de la Fondation,
je suis heureux de présenter à toutes et à tous
mes vœux les meilleurs pour l'année 2016.*

Jacques Vistel

Président de la Fondation de la Résistance



Activités du département recherche et pédagogie

La Fondation présente aux « Rendez-vous de l'Histoire » à Blois

La 18^e édition des « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois était consacrée aux « Empires ». Ce festival d'histoire attire chaque année plusieurs dizaines de milliers de visiteurs venus de toute la France et bénéficie d'une importante couverture médiatique. Depuis 9 ans, il permet à la Fondation de faire connaître à un large public ses activités scientifiques et pédagogiques.

Comme chaque année, la présence de la Fondation au salon du livre d'histoire a été l'occasion de présenter les différentes publications (livres, revue, brochures pédagogiques, CD-roms et DVD-roms) édités par la Fondation et l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance. De nombreux enseignants sont venus sur notre stand pour recevoir conseils et documentation. Ces échanges ont été l'occasion de leur faire découvrir toutes nos ressources pédagogiques comme les dossiers thématiques de *La Lettre de la Fondation* en lien avec les programmes du secondaire et la brochure destinée à la préparation du thème 2015-2016 du Concours national de la Résistance et de la Déportation : « Résister par l'art et la littérature ». Ce thème a également été présenté lors d'une table-ronde présidée par Joëlle Dusseau, présidente du Jury national du concours le samedi 10 octobre 2015. Co-organisée par l'Association des professeurs d'histoire et géographie (APHG) et la Fondation de la Résistance, elle a réuni un public nombreux et motivé.

Le dimanche 11 octobre 2015, le débat organisé traditionnellement par la Fondation revenait sur les actes du colloque *Les comportements collectifs en France et dans l'Europe allemande*⁽¹⁾. Modéré par Antoine Prost, président du Comité historique et pédagogique de la Fondation, il a permis des échanges nourris entre le public, Claire Andrieu (professeur à Sciences Po Paris) et Barbara Lambauer (chercheuse à l'IRICE et au Labex EHNE de Paris)⁽²⁾. ●

Frantz Malassis

(1) Co-organisé par Pierre Laborie et François Marcot (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015).

(2) Ce débat est consultable en audio sur le site internet des Rendez-vous : www.rdv-histoire.com



Photo Bruno Leroux.

De nombreux visiteurs ont fréquenté le stand de la Fondation de la Résistance et ont pu s'informer sur ses activités.



Photos Bruno Leroux.

Débat organisé autour du colloque *Les comportements collectifs en France et dans l'Europe allemande*.

1 - La tribune. De gauche à droite : Claire Andrieu, Antoine Prost et Barbara Lambauer.
2 - Vue de l'assistance

Journées d'études « Répression, internement, déportation pendant la Seconde Guerre mondiale »

Les 30 septembre et 1^{er} octobre derniers se sont tenues deux journées d'études aux Archives nationales (site de Pierrefitte-sur-Seine), sur le thème « Répression, internement, déportation pendant la Seconde Guerre mondiale. Nouveaux outils, nouveaux questionnements ». Cette rencontre était le fruit d'une réflexion commune entre les Archives nationales (AN), le Consortium Archives des mondes contemporains, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (FMD), la Fondation de la Résistance et les Archives de Meurthe-et-Moselle. Elle avait pour objectif de faire le point sur les nouveaux fonds d'archives disponibles aux chercheurs dans ce domaine, d'une très grande richesse, mais aussi sur les outils numériques qui se développent depuis une dizaine d'années, et par voie de conséquence sur les perspectives de renouvellement historiographique que ce paysage en plein bouleversement laisse présager.

Quatre tables-rondes ont successivement abordé :

• la question générale des partenariats en matière d'édition d'inventaires et de bases de données sur la répression, avec les exemples suivants : archives de la Section spéciale près la Cour d'appel de Paris, des Brigades spéciales de la Préfecture de Police, complément du fonds du BCRA parvenu au Service Historique de la Défense, rapports des Renseignements généraux valorisés via le DVD-Rom *La Résistance en Ile-de-France*, de l'AERI.

- le thème de l'internement : enquête de la FMD, fonds numérisés par les AN, base de données de l'Institut historique allemand de Paris, mémorial de Rivesaltes ;
- la déportation : *Livre-mémorial des déportés par mesure de répression* de la FMD, archives du ministère de la Défense à Caen, archives de Bad Arolsen, projet de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah sur les juifs revenus de déportation ;
- la valorisation scientifique des témoignages : base EGO (recensement et description des témoignages édités de 1940 à nos jours, en commençant par la décennie 1940), projet MATRICE (transcription et analyse quantitative des témoignages recueillis par le Comité d'histoire de la 2^e guerre mondiale), exemples de témoignages oraux (ceux des cheminots recueillis par Rail et Histoire, ceux des anciens déportés conservés aux AN).

Une soixantaine de chercheurs et d'étudiants ont participé à ces journées d'études, extrêmement stimulantes par les nombreuses pistes de recherche qu'elles ont permis d'évoquer. En fait, la décennie écoulée et celle qui vient (avec, on l'espère, l'ouverture générale des archives de l'épuration) représentent sans doute la période la plus riche en ouverture et mise à disposition d'archives concernant la répression en France. La connaissance de la Résistance va s'en trouver certainement en partie renouvelée. ●

Bruno Leroux

Sortir de la guerre

Ce dossier thématique présente un aspect des nouvelles orientations de la recherche tout en donnant quelques pistes d'exploitation pédagogique. Il s'agit en l'occurrence des travaux concernant la façon dont les clandestins de la Résistance et les exilés de la France libre ont vécu leur « sortie de guerre », c'est-à-dire le retour à la vie du temps de paix. Ce thème présente de multiples aspects et se prête à des comparaisons avec d'autres guerres et d'autres types de combattants. ■



Coll. ADIR - DR.

SOMMAIRE

- La sortie de guerre des résistants p. I et des Français libres.
Par Guillaume Piketty, professeur d'histoire à Sciences Po (Paris) et Visiting Fellow au Worcester College (Oxford).
- Pour approfondir : p. V orientation bibliographique.
- Retours en métropole : p. VI la perception des Français libres à travers leurs écrits personnels.
Par Bruno Leroux
- La sortie de guerre des résistants p. VII à travers les premiers bulletins associatifs
Par Frantz Malassis
- Les survivants et leurs morts : p. VIII le cas de la famille d'Octave Simon, résistant porté disparu.
Par Bruno Leroux et Frantz Malassis

Le général de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire de la République française, accueille à Paris les résistantes rescapées du camp de concentration de Ravensbrück, le 5 avril 1945.

La sortie de guerre des résistants et des Français libres

Par Guillaume Piketty, professeur d'histoire à Sciences Po (Paris) et Visiting Fellow au Worcester College (Oxford).

Vétérans de l'armée des ombres ou anciens de la Résistance extérieure, les tenants du « Non intransigeant »⁽¹⁾ connurent une sortie de Seconde Guerre mondiale souvent difficile, parfois douloureuse, complexe toujours. Vainqueurs, ils occupaient une position en théorie très favorable. Pourtant, ils se trouvèrent emportés, et malmenés, au gré d'un processus qui se poursuivit longtemps après que les armes s'étaient définitivement tuées. Leur « sortie de guerre » est un thème de recherche encore très nouveau : certains aspects ont déjà été bien explorés (la participation à l'épuration, aux réformes de la Libération), mais beaucoup d'autres sont des domaines encore peu défrichés (la reconnaissance de leurs actions par la Nation, leur vie associative), voire quasiment vierges comme la question des conséquences psychologiques et matérielles du retour à la paix pour chacun de ces individus.

Le retour à un mode de vie du temps de paix au sein de la société française

Dans une France peu à peu libérée mais profondément traumatisée, partiellement détruite

et dont l'économie demeurerait handicapée par les séquelles du conflit, de très nombreuses personnes cherchaient à rentrer chez elles : réfugiés et déplacés, survivants des camps de la mort, anciens de la Relève ou du STO, militaires capturés en 1940 mais aussi, à terme, combattants de la nouvelle armée française, soldats alliés, « malgré nous »... Les résistants durent tracer leur propre voie de retour au cœur de ce *maelstrom*. Celles et ceux des combattants de l'ombre qui avaient mené l'existence « errante et dangereuse des parias »⁽²⁾ – combattants urbains ayant abandonné leur activité professionnelle, spécialistes des filières d'évasion, agents de liaison, maquisards, etc. – regagnèrent leurs pénates. Leurs camarades qui n'avaient jamais quitté leur domicile eurent à réunifier leurs deux vies, officielle et clandestine, ce qui pouvait être encore plus problématique : « Je n'ai jamais retrouvé le calme que j'avais avant la guerre [...] Une personne que je n'attends pas et qui frappe à la porte, pour moi, c'est un sursaut »⁽³⁾.

À l'instar des membres de la Résistance extérieure non gaulliste, les combattants étrangers et les soldats coloniaux qui avaient lutté au sein des Forces françaises libres (FFL) entreprirent, si possible, le voyage vers leur pays ou leur territoire

d'origine. Souvent précédés par une lettre, un télégramme ou un coup de téléphone, les anciens de la France combattante retrouvèrent une patrie à laquelle ils avaient songé tout au long de leur exil. Par-delà l'émotion intense de l'arrivée, ils vécurent des retrouvailles souvent douces-amères avec leurs compatriotes dont il leur arriva de penser qu'ils avaient peu changé⁽⁴⁾. Sur fond de prise en main des rênes administratives et politiques, les premiers contacts avec leurs camarades de la résistance intérieure furent parfois malaisés. Déjà, s'affirmait une concurrence de légitimités.

Au fil de la guerre, les résistants avaient pensé à l'après-libération. Ils avaient conçu des projets collectifs de réformes⁽⁵⁾. Au plan individuel, par ailleurs, chacun s'était plus ou moins préparé à « sortir » de la résistance. René Char résuma ces dispositions en quelques mots éloquentes :

« Si j'en réchappe, je sais que je devrai rompre avec l'arôme de ces années essentielles, rejeter (non refouler) silencieusement loin de moi mon trésor, me reconduire jusqu'au principe du comportement le plus indigent comme au temps où je me cherchais sans jamais accéder à la prouesse, dans une insatisfaction nue, une connaissance à peine entrevue et une humilité questionneuse. »⁽⁶⁾



coll. Leclerc Musée du général Leclerc / Musée Jean Moulin, Paris Musées.

▲ Le général Leclerc à Paris, Porte de la Chapelle, le 26 août 1944.

Comme pour nombre de Français libres, le retour du général Leclerc en métropole après quatre ans d'absence provoque en lui des sentiments contrastés. C'est la joie profonde de la Libération – une joie incomparable lorsqu'il tient le serment de Koufra et libère Strasbourg : « maintenant, nous pouvons disparaître » écrit-il à René Plevén le 23 novembre 1944*. Mais aussi, simultanément, une forme de déception devant une population avec laquelle il se sent en décalage. Il la perçoit alors comme prête à se laisser manipuler pour retourner à ses habitudes : « En bas, dans les usines et les campagnes, tout ce qui était crapules, intrigants, profitards, a escroqué à son profit la noble idée de la résistance et l'esprit de vengeance contre ceux qui ont travaillé sous Vichy quel que soit le travail effectué. À côté de ces trublions, le paysan sérieux est retourné à sa charrue ou à son bétail ; l'ouvrier ou le petit fonctionnaire sérieux travaille comme il peut et ne fait guère de politique. Ce tableau revêt des degrés variés d'acuité suivant les régions de France, mais le fond reste le même : les fumistes deviennent des héros, les véritables héros ne réagissent pas car ils sont toujours modestes » (lettre à R. Plevén le 22 octobre 1944*).

* Citations extraites de *Français en Résistance*, Laffont, 2009 (G. Piketty éd.), p. 689 et 688.

Par-delà cette rupture, la Libération fut pour beaucoup une source de joie mêlée d'amertume⁽⁷⁾. Comment, en effet, se donner pleinement à la liesse nationale alors que l'on était sans nouvelles de camarades disparus, ou que l'on participait aux combats libérateurs avec leur cortège de violence et de pertes?... En témoigne cette remarque du Français libre René Plevén à son épouse :

« Chez les résistants qui ont beaucoup souffert, dont les familles sont mutilées par les deuils et les déportations, on leur [aux Alliés] fait fête aussi mais avec moins de moyens ou au prix d'efforts de toutes sortes qui ne sont pas le régime journalier. »⁽⁸⁾

Évidemment soulagés d'être vivants, tous durent se déprendre d'un combat auquel ils s'étaient voués corps et âme, le cas de ceux qui avaient vécu entre-temps l'expérience de la déportation présentant des caractéristiques particulières. La première étape consista en une démobilisation plus ou moins rapide et chaotique. La majorité des combattants de l'ombre se démobilisèrent eux-mêmes, sur place et avec les moyens du bord. Ceux qui, à un moment ou à un autre, avaient revêtu un uniforme durent attendre la fin des hostilités. Les uns et les autres adoptèrent alors des attitudes variables : combat et convictions revendiqués haut et fort ; engagement assumé simplement, avant de tourner la page ; banalisation de la spécificité de leur lutte et des dangers affrontés.

Comme tous les combattants en sortie de guerre, les résistants français affrontèrent ensuite le redoutable défi du « retour à l'intime »⁽⁹⁾. Une fois rentrés chez eux, ils revinrent aux rythmes, aux habitudes et aux sensations du temps de paix. Ils redevinrent conjoint, parent ou enfant au milieu de « proches » qui ne l'étaient plus tant que cela et qui, parfois, leur tenaient rigueur d'avoir eu raison avant tout le monde ou d'avoir sacrifié leur vie familiale à leur engagement. Même pour ceux qui avaient impliqué famille ou amis dans leur vie clandestine, retrouver une vie amicale et amoureuse normale, et parfois banale, put être une expérience douloureuse car il fallait réapprendre à vivre ensemble mais sans la tension du combat quotidien. La plupart renouèrent avec les activités sociales d'avant-guerre. Celles et ceux qui avaient exercé des responsabilités sans rapport avec leur âge et avec leur statut antérieur au conflit rentrèrent dans le rang et reprirent leur vie étudiante ou professionnelle, quels qu'aient pu être

leurs éventuels espoirs de profiter de la victoire pour changer d'existence. En raison des rencontres qu'ils avaient faites durant les années noires, ou parce qu'ils avaient mûri au creuset de la guerre, au contact des expériences et des systèmes étrangers tout autant qu'au spectacle des bouleversements induits par l'anti-républicanisme de Vichy, nombre des tenants du « Non » avaient évolué aux plans intellectuel, politique, culturel. À la Libération, ils affrontèrent la dissonance ainsi créée, d'abord en eux-mêmes mais également aux yeux de leur entourage, entre convictions anciennes et idées nouvelles. Ceux qui échappèrent à ce dilemme durent, au moins, retrouver une vie de laquelle était absente la sensation exaltante de se battre pour des valeurs et des idées essentielles. En un mot, tous revinrent au « réel » évoqué par Pierre Emmanuel en 1947⁽¹⁰⁾.

Alors que le danger s'éloignait, la tension du combat fit place à un relâchement physique, psychologique et nerveux. Les uns et les autres s'efforcèrent alors de se remettre d'avoir côtoyé la mort, de se débarrasser de cette peur qui les avait accompagnés au quotidien, de vivre avec, souvent, la culpabilité du survivant⁽¹¹⁾. Ils cherchèrent à évoquer leur expérience et leurs souffrances sans toujours en trouver les moyens ou en choisissant finalement de s'abstenir faute de disposer d'un public à la fois réceptif et capable de les

comprendre. Des effets de silence, parfois de profond mal être, quelquefois de dévalorisation, s'ensuivirent. Les malades, les blessés et les mutilés, celles et ceux qui avaient émergé terriblement affaiblis de prison ou de camp entamèrent leur convalescence alors que les structures médicales, bouleversées par le conflit, mal ravitaillées et débordées de demandes n'étaient pas toujours à la hauteur. La situation de ceux qui avaient été traumatisés au plan psychique, en particulier les victimes de la torture⁽¹²⁾ et les anciens déportés⁽¹³⁾, fut moins enviable encore. En France, en effet, la réflexion sur les traumatismes psychiques de guerre n'en était qu'à ses débuts et les moyens d'une prise en charge spécifique demeuraient embryonnaires.

Attitudes vis-à-vis de l'ancien ennemi et préoccupations à l'égard des camarades disparus

S'il leur arriva de s'opposer sur des questions de méthode et de préséance, les résistants de l'intérieur et les Français combattants tombèrent en revanche d'accord pour mobiliser les ressorts qui les avaient conduits à dire « non » afin de piloter collectivement au mieux la sortie de guerre du pays. Ils œuvrèrent notamment pour éviter à ceux que la cessation des hostilités avait transformés en anciens ennemis de subir un sort arbitraire et sommaire. Ils agirent pour que les Allemands prisonniers ne subissent pas la vindicte de populations poussées à bout par les rigueurs, les abus, voire les atrocités de l'occupation. Ils firent en sorte que l'ancien ennemi intérieur, vichyste, collaborationniste ou milicien, soit décentement traité. La mise en place et le contrôle de l'épuration se trouvèrent ainsi au cœur de l'ultime étape de leur combat⁽¹⁴⁾.



Archives du Sénat.

Lucien Tharradin, l'initiateur des jumelages franco-allemands.

Les jumelages ont été importants dans la dynamique de la réconciliation franco-allemande. Dans les années 1950, l'idée du jumelage de communes en Europe naît sous l'impulsion de Lucien Tharradin, résistant déporté à Buchenwald, sénateur-maire de Monbéliard qui jette les premières bases d'un jumelage avec Ludwigsburg dans le Bade-Wurtemberg. Naturellement, le mouvement s'accélère après le traité de l'Élysée pour atteindre aujourd'hui plus de 2 200 jumelages franco-allemands.



Cérémonie de remise de la médaille de la Résistance française au lycée Lalande de Bourg-en-Bresse (Ain).

© maquisdelain.org Droits réservés.

Ce faisant, ces anciens résistants entamèrent leur «démobilisation culturelle», passant peu à peu d'un système de représentation / mobilisation de soi face à l'«autre» conçu pour le temps de guerre à un autre système valable, lui, pour le temps de paix⁽¹⁵⁾. Humaniser la figure de l'ancien ennemi, reconstituer les communautés supranationales détruites par le conflit, inventer un avenir, notamment européen, digne du sacrifice consentirent des étapes importantes de ce processus. Il arriva que cette démobilisation culturelle connaisse des ratés. Après avoir vécu comme des «gangsters [...] idéalistes»⁽¹⁶⁾, certains résistants eurent du mal à se conformer de nouveau aux cadres de la légalité. D'autres, notamment chez les anciens Français libres, voulurent démarrer une nouvelle vie à l'étranger ou dans les colonies, ou bien demeurèrent dans l'armée et partirent se battre en Indochine. D'autres encore choisirent, à des niveaux variables, de ne pas conduire leur démobilisation culturelle à son terme. La volonté de perpétuer son identité résistante put prendre d'abord une forme individuelle. Ainsi de Lucie et Raymond Samuel devenus *Aubrac* qui adoptèrent un de leurs pseudonymes pour patronyme, ou de Jacques *Chaban-Delmas* qui accola son nom de résistant à son nom officiel. Le maintien de l'usage du pseudo, voire des rapports hiérarchiques, se perpétua aussi parfois dans l'intimité des réunions d'anciens. Il arriva également que l'attachement à l'idée résistante prenne un tour public et la forme d'une adresse à la collectivité. Tel fut par exemple le cas de Jean Cassou qui, en 1953, refusa de baisser la garde et réaffirma publiquement le sens et l'actualité de l'engagement des combattants de l'ombre⁽¹⁷⁾.

La Médaille de la Résistance a été attribuée à 17 communes de métropole, à la Nouvelle-Calédonie, à 22 unités et institutions militaires (écoles militaires préparatoires), à 15 organismes civils très divers dont l'université de Strasbourg et un lycée : le lycée Lalande. Comme les autres collectivités bénéficiaires, ce lycée a été distingué parce qu'il manifeste, à un niveau exceptionnel l'engagement dans la résistance d'une catégorie de la population. En l'occurrence, le lycée Lalande compte, parmi ses élèves et son personnel, 32 résistants tués ou fusillés et une vingtaine de déportés. Cette décoration attribuée à titre collectif est épinglée au drapeau de l'établissement le 12 janvier 1947, devant tous les élèves rassemblés sur le stade, en présence du personnel, des représentants de l'Éducation nationale, des parlementaires du département, des autorités civiles et militaires. À cette occasion, la Médaille de la Résistance est aussi remise, à titre individuel, à trois anciens lycéens membres des Forces unies de la jeunesse patriotique : au premier plan, de gauche à droite, Gilbert Guillard, Jean Marinot et Jacques Laprade. Au second plan à droite, la mère de Hugues Barange recevra les insignes de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre décernés à son fils à titre posthume. Après cette cérémonie de remise de décorations seront enfin inaugurées à l'intérieur du lycée Lalande plusieurs plaques à la mémoire des disparus.

Le deuil tint une large place dans la sortie de résistance. Dououreux et difficile par nature, il arriva, dans le cas des «soutiers de la gloire»⁽¹⁸⁾ notamment, qu'il soit encore compliqué par l'absence d'information sur le sort de compagnons ou de proches disparus sans laisser de trace. Songeons par exemple à Jean Cavallès, fusillé à Arras le 17 février 1944 mais dont le sort ne fut connu, et le deuil envisageable, que le 28 juin 1945 après identification, par sa sœur, dans une fosse commune, de «l'inconnu n° 5». Songeons aussi aux victimes des sinistres cours martiales sous Vichy⁽¹⁹⁾. Songeons enfin à toutes celles et tous ceux qui furent engloutis dans la nuit et le brouillard des camps de la mort et dont les familiers cherchèrent longtemps à reconstituer les derniers moments et les circonstances du décès⁽²⁰⁾. Dans certains cas extrêmes, le travail de deuil fut rendu impossible par l'ignorance du lien avec la ou les personne(s) décédée(s). Aude Yung-de Prévaux, par exemple, apprit quelque vingt années après la fin de la guerre qu'elle était la fille de Jacques et Lotka

Trolley de Prévaux, tous deux résistants et morts en 1944. Alors, mais alors seulement, elle put tout à la fois s'approprier ses parents biologiques et en faire le deuil⁽²¹⁾.

Les rapports avec la Nation après la guerre : la dette et l'héritage

Un conflit donne habituellement lieu au développement d'une «économie morale de la reconnaissance», c'est-à-dire d'un ensemble soigneusement structuré de rituels et de gestes (médailles, commémorations, cérémonies militaires, objets de mémoire, etc.) grâce auxquels les vétérans se sentent, au moins partiellement, reconnus par le pays qui les a envoyés au sacrifice⁽²²⁾. Cette économie de la reconnaissance est au cœur des relations entre civils et militaires durant le conflit lui-même et par la suite. Son développement en France au terme de la Seconde Guerre mondiale fit surgir un nouveau décalage entre vétérans de



Congrès de la Confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance (CNCVR), dans les années soixante. Le secrétaire général, Henri Bailly, deuxième à droite sur la photo, est aux côtés d'Edmond Michelet.

Une des missions que s'assignent les anciens résistants réunis dans leurs associations d'anciens est de lutter contre l'oubli de leur action, qu'ils considèrent très tôt comme une menace. Dès la première assemblée générale en 1955, la CNCVR milite pour que l'héritage de la Résistance soit transmis aux jeunes générations sous une forme concrète. Une motion demande à ses Unions départementales de promouvoir « l'organisation de prix de Civisme et de Morale devant récompenser les élèves des établissements scolaires qui se seront distingués dans l'étude des questions civiques et morales ». Intitulés « prix de la Résistance », ces prix sont expérimentés avec succès pendant quelques années dans une trentaine de départements. Ceci conduisit la CNCVR à demander au ministère de l'Éducation nationale d'instituer un « Prix national de la Résistance », chose faite en 1961. Le prix allait rapidement prendre son appellation définitive de Concours national de la Résistance et de la Déportation.

© Fonds CNCVR 72A/Archives nationales.

l'armée des ombres et anciens des FFL. Ainsi, les premiers furent minoritaires lors du défilé de la victoire à Paris le 18 juin 1945. Même si, bien sûr, de nombreux résistants de l'intérieur furent célébrés dans les villes et les villages de province, le fait est significatif. Second exemple, les décorations. À la fin de la guerre, la croix de la Libération et la médaille de la Résistance, respectivement créées par le général de Gaulle en novembre 1940 et février 1943, demeuraient les seules décorations spécifiques permettant de récompenser un engagement au service du « Non », avec le biais français libre que cela pouvait supposer⁽²³⁾. Des mesures furent donc progressivement prises pour corriger le tir, telles que la création en 1949 de la croix du Combattant volontaire de la Résistance puis celle du statut de « Combattant au titre de la Résistance ». Par ailleurs, pour pouvoir prétendre à de telles marques de reconnaissance, chacun dut fournir les détails de son parcours individuel. La

nécessité de démontrer la réalité d'un engagement en laissa plus d'un amer. Tout comme le constat d'une gratitude peut-être moins unanime parmi les Français que celle qui avait prévalu au lendemain de la Grande Guerre à l'égard des Poilus.

Enfin, un certain nombre de vétérans voulurent faire vivre l'héritage intellectuel et politique, et plus encore le legs moral, de la Résistance. Beaucoup s'investirent dans les associations qu'ils avaient fondées à la Libération⁽²⁴⁾. D'autres, moins nombreux, militèrent pour que fructifient les projets de réforme conçus durant la guerre. Ils le firent via les journaux qui avaient succédé aux publications clandestines⁽²⁵⁾, en rejoignant des organisations politiques avec l'intention de les rénover⁽²⁶⁾ ou en créant des partis⁽²⁷⁾. Quelques-uns occupèrent des fonctions gouvernementales. Peu à peu, force fut néanmoins de constater que les espoirs et les projets que beaucoup avaient entretenu

d'une refondation radicale de la République ne débouchaient que partiellement, voire pas du tout, en dehors de la mise en œuvre du programme du CNR et de certains projets conçus à Londres puis à Alger. D'aucuns se concentrèrent alors sur leurs activités professionnelles, connaissant souvent des ascensions remarquables ou, tel par exemple Philippe Viannay, y trouvant un débouché pour leur soif de changer la société⁽²⁸⁾. La majorité se rabattit sur les sphères familiale et amicale. Ils y firent vivre, avec une nostalgie quelquefois « poignante »⁽²⁹⁾, la mémoire des camarades disparus ainsi que les valeurs et les idéaux pour lesquels ils avaient pris tous les risques. Au plan individuel enfin, chacun entretint précieusement le souvenir de la communauté émotionnelle résistante, cette « façon de vivre » littéralement « inventée » au cours d'« une période d'une nature unique, hétérogène à toute autre réalité, sans communication et incommunicable, presque un songe »⁽³⁰⁾. ■

(1) Alban Vistel, *Héritage spirituel de la Résistance*, Lyon, Lug, 1955, p. 28.

(2) Henri Frenay, « Bertie Albrecht », allocution à la BBC, 6 octobre 1943 in Jean-Louis Crémieux-Brilhac (dir.), *Ici Londres : les voix de la liberté, 1940-1944*, t. IV, Paris, La documentation française, 1975, p. 63.

(3) Propos d'un résistant de Défense de la France, cité dans Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance*, Le Seuil, 1995, p. 398-399.

(4) Voir par exemple Pierre Bourdan, *Carnet de retour avec la division Leclerc*, rééd., Paris, Payot, 2014 ou Guillaume Piketty (éd.), *Français en résistance. Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, collection « Bouquins », 2009.

(5) Voir notamment Claire Andrieu, *Le programme commun de la Résistance : des idées dans la guerre*, Paris, Éditions de l'Érudit, 1984 ; Diane de Bellescize, *Les neuf sages de la Résistance. Le Comité Général d'Études dans la clandestinité*. Paris, Plon, 1979 ; Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996 ; Henri

Michel et Boris Mirkine-Guetzévitch, *Les Idées politiques et sociales de la Résistance*, Paris, PUF, 1954.

(6) René Char, *Feuillets d'Hyphos*, n° 195, Paris, Gallimard, Éditions de la Pléiade, 1983, p. 222.

(7) Sur cette dernière concernant les Français libres, voir Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009, pp.301-303.

(8) Guillaume Piketty (éd.), *Français en résistance... , op. cit.*, p. 1091.

(9) Bruno Cabanes et Guillaume Piketty (dir.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009.

(10) Pierre Emmanuel, « La Résistance comme catharsis », in *Esprit* n° 139, novembre 1947, p. 638.

(11) En particulier les déportés, mais pas seulement eux. Voir par exemple Jean-Pierre Vernant, *La Traversée des frontières. Entre mythe et politique II*, Paris, Seuil, 2004, p. 20.

(12) Voir par exemple Jean Améry, *Par-delà le crime et le châtiment. Essai pour surmonter l'insurmontable*, Arles, Actes Sud, 1995 pp.51-79.

(13) On lira avec profit les deux romans de Vercors

Les armes de la nuit et *La puissance du jour*, publiés au lendemain de la guerre et réédités en un volume unique de la collection Points-Seuil en 1997.

(14) Voir le dossier « Les résistants et l'épuration » in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 81, juin 2015.

(15) John Horne, « Introduction » p. 45-53 dans John Horne (dir.), « Démobilisations culturelles après la Grande Guerre », dossier in *14-18 aujourd'hui, today, heute* n° 5, mai 2002.

(16) Jean-Pierre Vernant, *Entre mythe et politique*, Paris, Seuil, 1996, p. 22.

(17) Jean Cassou, *La Mémoire courte*, Paris, Éditions de Minuit, 1953 (rééd. Fayard – Mille et une nuits, 2001).

(18) Expression employée par Pierre Brossolette afin de désigner les résistants de l'intérieur – Pierre Brossolette, *Résistance 1927-1943*, Paris, Odile Jacob, 1998 (rééd. 2015), p. 144.

(19) Virginie Sansico, *La justice du pire. Les cours martiales sous Vichy*, Paris, Payot, 2003.

(20) Sur ce point, on lira avec profit les trois premiers chapitres de François Maspéro, *Les abeilles et la guêpe*, Paris, Seuil, 2002.
 (21) Aude Yung-de Prévaux, *Un amour dans la tempête de l'histoire. Jacques et Lotka de Prévaux*, Paris, Kiron - Le Félin, 1999, pp 13-17.
 (22) Voir notamment Claude Barrois, *Psychanalyse du guerrier*, Paris, Hachette, 1993 et Bruno Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Seuil, 2004.

(23) Voir par exemple Guillaume Piketty et Vladimir Trouplin, *Les compagnons de l'aube. Archives inédites des compagnons de la Libération*, Paris, Textuel, 2014.
 (24) Issues d'un réseau ou d'un mouvement, ou bien de la France libre. Un grand nombre d'associations « trans-mouvements » ou « trans-réseaux » virent également le jour selon que leurs membres avaient été déportés ou non, liés ou non aux FFL, en fonction aussi des évolutions politiques diverses.

(25) *Combat, France-Soir, Libération, Le Parisien libéré...*
 (26) La SFIO en est un bon exemple.
 (27) Tels le Mouvement républicain populaire (MRP) ou l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR).
 (28) À nouveau, concernant les anciens FFL, voir Jean-François Muracciole, *Les Français libres...*, op. cit., chapitre XI « Destinées de l'après-guerre ».
 (29) Alban Vistel, *Héritage...*, op. cit., p. 85.
 (30) Jean Cassou, *La mémoire courte*, op. cit., p. 39.

Orientation bibliographique

Cette liste, évidemment non exhaustive, est d'abord destinée à proposer des pistes de réflexion et de travail.

1) Pour replacer le cas des Résistants et des Français libres dans le cadre plus général des sorties de guerres au XX^e siècle

■ Bruno Cabanes et Guillaume Piketty (dir.), dossier « Sorties de guerre au XX^e siècle », *Histoire@Politique. Politique, Culture et Société*, www.histoire-politique.fr, n° 3, décembre 2007.

■ Bruno Cabanes et Guillaume Piketty (dir.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009 [aborde les deux guerres mondiales et la guerre d'Algérie, dans différents pays et pour diverses catégories de populations].

■ John Horne (dir.), « Démobilisations culturelles après la Grande Guerre », dossier in *14-18 aujourd'hui, today, heute* n° 5, mai 2002.

2) Sur différents aspects de la sortie de guerre des Résistants et des Français libres

Outre la vue d'ensemble donnée dans l'article de G. Piketty « De l'ombre au grand jour : l'identité résistante en question », dans *Retour à l'intime au sortir de la guerre* (ouvrage cité ci-dessus), quelques ouvrages donnent des éléments synthétiques sur différents aspects du sujet :

■ François Broche et Jean-François Muracciole (dir.), *Dictionnaire de la France libre*, Paris, Robert Laffont, collection « Bouquins », 2010 [voir en particulier les entrées : « Association des Français libres », « Écrivains de la France libre après 1945 », « Français libres capitaines d'industrie », « Français libres parlementaires après 1945 », « La France libre dans la littérature », « de la France libre au gaullisme », « Médaille de la Résistance française »].

■ Laurent Douzou, *La résistance française : une histoire périlleuse*, Paris, Points-Seuil histoire, 2005 [en particulier le chapitre 3 : « Les témoins gardent la parole et prennent la plume (1944-1974) »].

■ Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 2000.

■ Pierre Laborie, *Le chagrin et le venin : Occupation. Résistance. Idées reçues*, Paris, Folio, 2014.

■ François Marcot (dir.) avec la collaboration de Bruno Leroux et Christine Levisse-Touzé, *Dictionnaire historique de la Résistance. Résistance intérieure et France libre*, Paris, Robert Laffont collection « Bouquins », 2006 [voir en particulier le long article « Héritage et mémoire de la Résistance » p. 826 et les entrées courtes « associations et amicales », « lieux du souvenir de la Résistance », « musées », « Ordre de la Libération », « plaques, stèles et monuments », « programme de la Résistance », « La Résistance : du légendaire au mythe »].

■ Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009 [chapitre XI « Destinées de l'après-guerre »].

■ Philippe Oulmont, *Pierre Denis. Français libre et citoyen du monde : entre Monnet et de Gaulle*, Paris, Nouveau Monde, 2012 [pour les pages assorties d'extraits de textes rédigés à l'époque par Pierre Denis décrivant son retour et son immédiat après-guerre].

3) Sélection d'écrits de résistants, de Français libres et de leurs descendants

Deux anthologies :

■ Guillaume Piketty, *Résister. Les archives intimes des combattants de l'ombre*, Paris, Textuel, 2011.

■ Guillaume Piketty (éd.), *Français en résistance. Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, collection « Bouquins », 2009. [voir en particulier les écrits de la fin 1944 de quatre Français libres sur leur décalage par rapport à la métropole, sa population, voire les FFI : Brosset, Brunet de Sairigné, Leclerc, Pleven].

3. a) écrits des années d'après-guerre

■ Pierre Bourdan, *Carnet de retour avec la division Leclerc*, rééd., Paris, Payot, 2014.

■ Pierre Emmanuel, « La Résistance comme catharsis », in *Esprit* n° 139, novembre 1947 [réflexion d'un poète résistant sur son engagement et ses suites, sur les modalités de sa propre « sortie de guerre »].

■ Jean Cassou, *La Mémoire courte*, Paris, Minuit, 1953.

■ Stéphane Hessel, « Entre leurs mains » in *Les Temps Modernes* n° 6, mars 1946. [récit sur l'arrestation, l'emprisonnement, la torture et les camps, donné très vite après la guerre et donc illustration du besoin de témoigner].

■ Vercors, *Les armes de la nuit* suivi de *La puissance du jour*, Paris, Points-Seuil, 1997 [rééd. de deux nouvelles parues en 1946 et 1951 ; l'écrivain résistant use de la fiction pour évoquer l'expérience de la déportation et certaines horreurs, quasiment indicibles, vécues par ses camarades sans pour autant les trahir].

■ Alban Vistel, *Héritage spirituel de la Résistance*, Lyon, Lug, 1955.

3. b) écrits plus récents

■ Jean Améry, *Par-delà le crime et le châtement. Essai pour surmonter l'insurmontable*, Arles, Actes Sud,

1995 [réédition d'un livre de 1966 : réflexion d'un résistant belge, déporté à Auschwitz en raison de ses origines juives, à propos, notamment, des effets de la torture sur ses victimes].

■ Charles d'Aragon, *La Résistance sans héroïsme*, nouvelle édition établie et présentée par Guillaume Piketty, Genève, Éditions du Tricornet, 2001 [ouvrage mêlant récit et réflexion sur l'expérience résistante rédigé par un pionnier de l'armée des ombres en zone Sud devenu un responsable du mouvement Combat].

■ Claude Bourdet, *L'Aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration*, Paris, Stock, 1975, rééd. Le Félin, 1998 [chapitre « Retour chez les vivants » : réflexion d'un résistant-déporté sur son retour en France].

■ François Maspéro, *Les abeilles et la guêpe*, Paris, Seuil, 2002 [une réflexion profonde sur le rapport entre survivants et morts de la Résistance ; son père et sa mère, résistants-déportés, ont disparu, pour l'un, survécu, pour l'autre ; son frère, FTP devenu traducteur au sein de l'armée Patton, est tombé lors de la libération de Metz].

■ Jean-Pierre Vernant, *La Traversée des frontières. Entre mythe et politique II*, Paris, Seuil, 2004 [réflexion sur la résistance et « l'après » par l'ancien chef des FFI de Haute-Garonne, devenu l'historien spécialiste de la Grèce antique].

■ Philippe Viannay, *Du bon usage de la France. Résistance, journalisme, Glénans*, Ramsay 1998 [souvenirs du jeune chef de Défense de la France qui, après avoir renoncé à investir la vie politique après la guerre, a prolongé son engagement par diverses initiatives dans la société civile ; voir en particulier le chapitre « Les surgeons du rêve brisé »].

Retours en métropole : la perception des Français libres à travers leurs écrits personnels

Par Bruno Leroux

La première étape de la « sortie de guerre » des Français libres, c'est d'abord un phénomène qui les singularise : le retour d'exil, la reprise de contact avec la métropole. On peut appréhender sa complexité psychologique, mêlant émotions et jugements de valeur, à travers trois exemples de « dissidents » de 1940 : un journaliste de la BBC, Pierre Bourdan ; un militaire, le capitaine Gabriel Brunet de Sairigné ; un haut responsable civil, René Pleven⁽¹⁾.

Publié en 1946, le *Carnet de retour avec la division Leclerc* de **Pierre Bourdan** est, en fait, un texte très élaboré. Ses chapitres, dénommés d'après les provinces françaises traversées avec la 2^e DB, s'efforcent très visiblement de donner une image éminemment positive de ces retrouvailles avec la France. Le plus révélateur, de par la diversité des situations, est le premier, « Normandie ». C'est d'abord l'aspect charnel du retour : « *Aucun de nous ne put réfréner cet élan banal et invincible de prendre des poignées de sable et de les fourrer dans ses poches* ». Ensuite, un certain décalage avec le « premier Français » rencontré : un paysan normand qui « *nous regardait en silence, sans joie ni ennui manifestes* », et face à l'avalanche de questions, répond « *Enfin la guerre, c'est la guerre* » et le quitte pour « *aller voir aux bêtes* ». Puis, l'impossibilité de communiquer avec les civils des villes bombardées, croisés sur les routes : « *Ici, c'était le domaine des déracinés. L'abord désinvolte, le geste qui fait connaissance n'étaient plus de mise...* ». Mais à quelques kilomètres, dans Granville intacte, « *des filles en robe d'été passaient à bicyclette, envoyaient des baisers et des fleurs* ».



Portrait du capitaine Gabriel Brunet de Sairigné.

Musée de l'Ordre de la Libération-Paris

Les écrits intimes, non publiés, sont encore plus contrastés. Débarquant en Provence le 16 août 1944, le **capitaine de Sairigné** note dans ses carnets : « *premières heures en France, couché dans une pinède* » et se laisse submerger par l'émotion : « *C'était à en pleurer ! Que la vie est belle !* » Mais quelques jours après il écrit à ses parents : « *La population que nous côtoyons ici n'est pas toujours bien belle : j'essaie de croire que, seul, le Midi est dans ce cas* », avant de noter, arrivé à Lyon le 6 septembre : « *Défilé en ville, au milieu d'un grand enthousiasme. C'est la première fois, depuis le débarquement, qu'on reçoit un tel accueil. Les gens du Midi se sont montrés beaucoup plus réservés.* » À ces contrastes, qui le désarçonnent, succède

un constat déprimant, devant « *les jeunes Français qui se sont engagés chez nous (en principe, donc, les meilleurs) et qui sont lamentables.* ». Ici, l'identité Française libre joue à plein. Ce qu'il perçoit des conséquences de Vichy et de l'Occupation sur les Français (perte de sensibilité et médiocrité des idéaux après quatre ans de pénuries?), il l'oppose à la mentalité de ses hommes : cette « *division où l'esprit est si beau et si propre à redresser quatre ans de déformation honteuse.* ». Cette discordance renforce son inquiétude : « *La France ne saura jamais assez combien elle doit à ces braves étrangers ou à ces braves tirailleurs qui souffrent pour elle. Ce sont des saints, priez un peu pour eux, car tout le monde semble les oublier* » (lettre à sa mère, 20 octobre 1944).



Portrait de René Pleven.

Musée de l'Ordre de la Libération-Paris

René Pleven, « n°2 » de la France libre depuis 1940, commissaire aux Colonies du GPRF, entretient son épouse (encore aux États-Unis) des aspects les plus intimes de son retour. Son frère Hervé est en prison, pour avoir travaillé avec Paul Marion, ministre de l'Information de Vichy. « *Son rôle paraît avoir été celui d'un comparse, mais j'ai demandé qu'on ne m'en parle pas* »⁽²⁾. Et il assure : « *Nos amis se sont très bien comportés* », preuve a contrario de l'inquiétude que chaque exilé devait ressentir en renouant ses contacts. Du coup, après l'allégresse de la Libération, il perçoit les multiples ambivalences du retour à la normale : « *Il y a du contentement [chez les Français] parce que depuis deux mois, chaque jour a marqué un petit progrès dans le ravitaillement, l'électricité, le gaz, etc. Trop de nos alliés ne se rendent pas compte qu'ils reçoivent une hospitalité très généreuse de ceux mêmes qui trahissaient la cause alliée et s'enfermaient dans un prudent attentisme, et maintenant veulent se faire dédouaner* ». ■

(1) Sources des citations ci-dessous : dans la bibliographie du dossier, le livre de Pierre Bourdan (p.52, 58, 64) et l'anthologie *Français en Résistance* (p.520 à 522, 1088 et 1091).

(2) Autrement dit : « je ne veux pas intervenir en sa faveur ». Mais pas seulement : quarante ans plus tard, le biographe de Pleven, Christian Bougeard, se heurtera à la même volonté de silence, révélatrice d'une blessure psychologique profonde. Voir René Pleven, Presses universitaires de Rennes, 1994, p. 162.

Pistes pédagogiques

■ Pour bien comprendre ces textes sur la première phase du « retour », on aura avantage à les comparer aux écrits intimes produits pendant l'exil même par des Français libres. On y retrouve déjà l'ambiguïté des sentiments : regret du sol natal/ amour d'une France incarnée par les FFL/rejet d'une autre France, celle qu'ils associent à l'atmosphère déprimante de la défaite et à Pétain. Voir par exemple dans le *Dictionnaire historique de la Résistance*, Laffont, 2006, p. 1061-1063 (« L'exil, à travers les carnets de René Mouchotte, pilote des Forces aériennes de la France libre »).

■ Sur la déception durable des Français libres, comme phénomène psychologique, contrastant avec leurs destinées plutôt socialement enviables après-guerre, voir (dans la bibliographie du dossier) : Jean-François Muracciole, *Les Français Libres*, Tallandier, 2009, chapitre XI.

La sortie de guerre des résistants à travers les premiers bulletins associatifs

par Frantz Malassis

La presse des associations d'anciens résistants témoigne très concrètement des conditions de leur réinsertion : difficultés matérielles et psychologiques, décalages avec la société française en pleine reconstruction. Un échantillon des tout premiers bulletins, de la période 1944-1946, suffit pour en montrer tous les aspects.

L'aide sociale

« Tant de détresse après ce premier choc du retour : les morts d'étres chers, les foyers détruits, les maisons pillées, les santés atteintes. Et l'attente anxieuse de ceux et de celles qui ne reviendront jamais. » (*Voix et Visages*, n° 1, juin 1946). Ce premier éditorial de Geneviève de Gaulle, au nom de l'Association nationale des anciennes Déportées et Internées de la Résistance (ADIR), résume bien l'accumulation des difficultés rencontrées par les déportées à leur retour. Il est suivi d'une page d'informations pratiques sur les aides apportées par cette association aux déportées : horaires du service médical au siège de l'ADIR⁽¹⁾, conditions des séjours de convalescence en Suisse et en France proposés aux déportées, possibilités d'hébergement à Paris, secours en nature (vêtements, literie, meubles, vaisselle, produits alimentaires), aide à l'insertion professionnelle. Au-delà d'un état physique souvent lamentable, on voit bien que ce sont toutes les ruptures dans la vie « normale » créées par l'expérience de la résistance et de la déportation, qu'il s'agit de surmonter. Et on mesure l'énergie déjà déployée par les femmes internées de la Résistance qui ont créé l'ADIR dès octobre 1944 en prévision du retour de leurs camarades déportées.

Ce souci des victimes de la répression et de leurs familles s'exprime également dans certains bulletins d'anciens internés de la Résistance comme le bulletin de l'Association des Rescapés de Montluc⁽²⁾. En janvier 1945, son premier bulletin rappelle que l'association a une double action : pression sur les pouvoirs publics pour obtenir pensions ou allocations militaires aux familles de fusillés ou de déportés non encore rentrés, mais aussi, comme pour l'ADIR, mise en place en parallèle d'une aide sociale d'urgence par l'association elle-même.

La recherche des disparus et la dette envers les morts

En 1945-1946, les spectres des disparus hantent encore bien des familles. En parallèle aux enquêtes des services officiels, les deux bulletins déjà cités tentent de mettre à contribution leurs adhérents : le bulletin n° 1 de l'Association des Rescapés de Montluc est occupé pour moitié par une liste de prisonniers passés par Montluc dont on est sans nouvelles, pour que les rescapés disent s'ils connaissent leur sort (exécution ou déportation) ou s'ils ont recueilli leurs derniers messages ou confidences... Quant à l'ADIR, elle propose une aide juridique aux familles leur permettant de régulariser l'état civil des non-rentrés comme le prévoit la circulaire du ministère des anciens combattants du 18 mars 1946. Jusqu'alors, faute d'acte de décès ou de disparition, les familles ne pouvaient liquider la succession du défunt et se retrouvaient dans des situations matérielles précaires.

Corollaire de ces lancinantes préoccupations, l'hommage aux morts domine dans cette presse associative. Si certains articles sont consacrés à l'absence ou au retard de reconnaissance de la Nation à l'égard des résistants, ils mettent d'abord en avant les morts : « Que les vivants soient oubliés, il n'y a là que demi-mal. Mais que l'on rende au moins à ceux qui sont morts les armes à la main l'hommage qui leur est dû. Ceux qui restent aujourd'hui ont obtenu une récompense : ils ont conservé la vie. »⁽³⁾

Les morts laissent aussi aux vivants un héritage à assumer. Dans les associations masculines, celui-ci est perçu comme un devoir d'intervention dans la vie publique : « Nous sommes les héritiers spirituels de nos martyrs [...] c'est à nous de prendre le flambeau qu'ils nous ont laissé, c'est à nous qui sommes vivants de parachever leur œuvre : faire une France plus belle, faire une France unie, faire une France glorieuse, faire la France. »⁽⁴⁾ (Association des Rescapés de Montluc) ; « Les Maquisards n'ont besoin ni d'hommages officiels, ni de grasses prébendes, ils réclament simplement un champ d'action où s'exercera leur talent de pionnier »⁽⁴⁾ (*La Voix du maquis*), « Issue de la sélection dans l'espace et dans le temps des survivants de la glorieuse phalange, leur Association doit constituer la pierre angulaire de la vraie rénovation française. » (*Le Résistant de 1940*)⁽⁵⁾.



Coll. Fondation de la Résistance.

Quelques-uns des premiers bulletins associatifs. De gauche à droite : *Voix et Visages*, n° 1 de juin 1946, le journal *Association des Rescapés de Montluc* de janvier 1945, *La Voix du Maquis*, n° 1, 30 mars 1946, *Le Résistant de 1940*, n° 1 de juin 1946.

Vous retrouverez sur le musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org) une analyse plus complète des premiers numéros des quatre journaux utilisés, avec leur reproduction intégrale.

Maintenir les liens entre les vivants

Cependant, *Voix et Visages*, le titre choisi par les femmes de l'ADIR pour leur bulletin n'est pas seulement, ni même principalement, un hommage aux morts : « *Voix des prisons qui sortaient des murs, des fentes de tuyaux, des grillages. Visages de toutes celles qui se sont retrouvées dans la grande aventure, visages émaciés de Ravensbrück que seul un prénom identifiait. Voix et visages. Ce doit être toute l'amitié des camps [...] Ce bulletin doit aussi nous aider à nous rejoindre, à retrouver des camarades dont nous ne connaissons que le prénom.* »⁽⁶⁾ Car l'objectif de ce journal est « de préserver cette fraternité des camps, si intense que n'importe quel schmutzstück de Ravensbrück ou de Swödau nous est quelquefois plus proche que certains membres de notre famille ; il s'agit de maintenir cet esprit de lutte et de résistance qui a été le nôtre, de veiller à ce qu'il subsiste dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. »⁽⁶⁾ Chez ces déportées, il s'agit moins de contribuer à bâtir une France nouvelle (comme chez les associations masculines mentionnées plus haut), que de perpétuer quelque chose qu'elles ont tiré de l'expérience terrible des camps : la conscience de la fragilité de la dignité de l'homme, mais aussi de la force de la solidarité même la plus élémentaire. On devine aussi en elles le sentiment d'une forme d'impuissance à transmettre cette expérience aux « autres », y compris leurs proches. D'où le besoin vital d'en parler ensemble parce que l'oubli est impossible, mais aussi de simplement se retrouver pour entretenir ce lien d'une nature incomparable. C'est tout l'arrière-plan qu'il faut voir derrière les rencontres amicales proposées par l'ADIR à ses adhérentes, tous les lundis après-midi, prolongées par des conférences ou un concert. ■

(1) alors au 4 rue Guynemer, Paris 6^e.

(2) *Association des Rescapés de Montluc*, janvier 1945. Montluc était le principal lieu de détention des résistants à Lyon.

(3) Pierre G. Jeanjacquot, « Qui doit-on décorer ? », *La Voix du Maquis, Organe bimensuel de la Fédération nationale des maquis*, n° 1, 30 mars 1946. Cet effacement volontaire des survivants ne sera plus de mise dès lors que ceux-ci percevront la menace d'un oubli de la Résistance dans sa globalité, notamment à partir des années 50 et des lois d'amnistie.

(4) Louis Delcourt, « Pionniers d'hier et d'aujourd'hui », *La Voix du Maquis*, n° 1, 30 mars 1946.

(5) René Sanson, « Les résistants de 1940 dans la vie de la nation », *Le Résistant de 1940*, n° 1 de juin 1946.

(6) Claire Davinroy (secrétaire générale de l'ADIR), « Ce que sera notre Bulletin », *Voix et Visages*, n° 1, juin 1946. *Schmutzstück* (« saleté ») : un des qualificatifs dégradants donnés par les gardiens des camps aux déportés.

Les survivants et leurs morts : le cas de la famille d'Octave Simon, résistant porté disparu

Par Bruno Leroux et Frantz Malassis

Sculpteur de talent⁽¹⁾ Octave Simon est mobilisé en 1939. La stupeur de la défaite française passée, il fait rapidement le choix de la Résistance. En 1942, il travaille avec Philippe de Vomécourt. Après l'arrestation de ce dernier, il entre en contact avec Francis Suttill, chef du réseau Prosper-Physician de la section F du *Special Operations Executive* (SOE), qui lui demande d'organiser des caches d'armes dans la Sarthe. Octave Simon est alors chargé d'organiser Satirist, un sous-réseau du réseau Prosper-Physician et assure alors la distribution d'une part importante des armes livrées à Francis Suttill. Durant l'été 1943, alors que la répression allemande s'abat sur le réseau Prosper-Physician, il échappe plusieurs fois de justesse à l'arrestation. Bien que malade, il parvient depuis Paris à gagner Angers d'où il rejoint l'Angleterre à bord d'un Hudson dans la nuit du 19 au 20 août 1943.

À Londres, son chef, le colonel Buckmaster, refuse de le renvoyer en France, estimant qu'une telle opération lui ferait courir un trop grand risque. Cependant, à force d'insistance Octave Simon parvient à obtenir une nouvelle mission. Le 7 mars 1944, il est donc parachuté en France avec pour mission de redéployer et de diriger le réseau Satirist dans la région de Beauvais. À l'atterrissage, il est arrêté par les Allemands avec son opérateur radio. Interrogé brutalement, on perd sa trace le 13 mai 1944, alors qu'il est entre les mains des services allemands, place des États-Unis à Paris. Le même jour sa mère Anne Simon et son épouse Michelle sont déportées⁽²⁾.

À leur retour de Ravensbrück, les deux femmes et la sœur d'Octave Simon, Mme Panouillot de Vesly, mettront tout en œuvre pour retrouver la trace de leur parent. Mais leurs recherches, menées pendant de nombreuses années après la guerre auprès de toutes les autorités concernées (françaises, alliées, Croix rouge) resteront vaines. Les archives de la famille illustrent les multiples aspects de cette quête et la difficulté pour les proches de faire le deuil d'un résistant disparu « sans laisser de trace ». De nombreux faits y concourent. Les contacts avec les services britanniques dont il dépendait ravivent le souvenir par la récupération de ses effets personnels en Angleterre. Mais ils font découvrir aussi tout l'envers « londonien », administratif, de l'action des réseaux et surgir de multiples interrogations, non résolues par le laconisme des réponses reçues. Le fait que la piste principale concerne la zone d'occupation soviétique en Allemagne, dans un contexte de déclenchement de la Guerre froide, provoque des réponses dilatoires des autorités alliées, sources d'angoisses supplémentaires. L'attribution du titre « mort pour la France » est porteuse d'ambivalence dans de tels cas : l'hommage rendu est aussi, par sa date tardive, le signe douloureux de la fin de l'enquête. On trouve dans ces archives les notes prises lors de la consultation d'un radiesthésiste, à qui en désespoir de cause la famille s'est adressée pour savoir s'il était encore en vie et connaître les explications possibles à son silence.

Bien plus tard, la fille d'Octave Simon, Ghislaine Richard-Vitton, reprendra ce dossier familial douloureux pour tenter d'obtenir des réponses, mais aussi pour rendre justice à son père d'une autre façon : elle permettra à son œuvre d'artiste d'être mieux connue⁽³⁾. ■

(1) En 1936, âgé de 22 ans, il réalise l'ébauche d'une statue de Guillaume Fichet, un lointain ancêtre, recteur de la Sorbonne qui, en 1470, vingt ans après l'édition à Mayence de la première Bible par Gutenberg, avait installé un atelier d'imprimerie au collège de la Sorbonne. Germanophile, Octave Simon veut ainsi célébrer les liens culturels avec l'Allemagne mais les circonstances de la guerre lui feront ajourner ce projet.

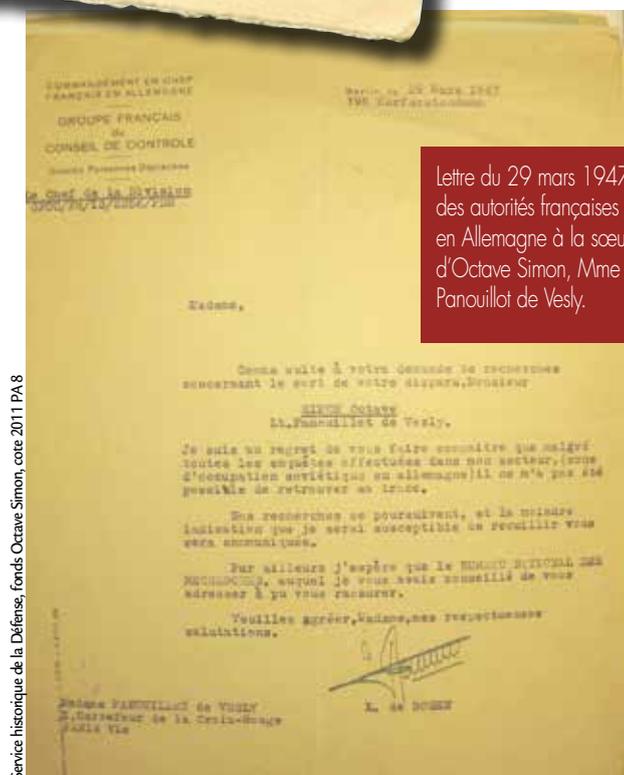
(2) Arrêtées, elles sont internées au fort de Romainville le 26 avril 1944 avant d'être toutes les deux déportées par le convoi parti de la gare de l'Est (Paris) le 13 mai 1944. À leur arrivée au camp de concentration de Ravensbrück le 18 mai 1944, elles porteront respectivement les matricules 39 000 et 39 001.

(3) À la fin des années 1990, elle crée le Comité Guillaume Fichet-Octave Simon pour permettre l'édification en France et en Allemagne de la statue de Guillaume Fichet réalisée par son père. Une première statue est érigée à Paris le 14 décembre 2000 devant le pavillon Heinrich Heine de la Cité universitaire internationale de Paris tandis que le 9 mai 2001 une autre est inaugurée à l'université Johannes Gutenberg de Mayence. Ainsi, elle réalise le souhait de son père.

Coll. Fondation de la Résistance.



Portrait d'Octave Simon sous l'uniforme britannique pris à Londres en 1943 (Navana LTD, 29 New Bond Street, London, W.1.). Cette photographie fait partie des effets personnels renvoyés à sa famille en août 1945 par les autorités.



Lettre du 29 mars 1947 des autorités françaises en Allemagne à la sœur d'Octave Simon, Mme Panouillot de Vesly.

Service historique de la Défense, fonds Octave Simon, cote 2011 PA 8

Pistes pédagogiques

■ Pour plus de détail sur le parcours d'Octave Simon, on se reportera à sa biographie en ligne sur le site de la Fondation de la Résistance accessible grâce à ce lien : http://www.fondationresistance.org/pages/rech_doc/octave-simon_portrait20.htm

■ Vous pouvez consulter un dossier pédagogique, réalisé à partir d'une sélection d'archives privées du fonds Octave Simon conservé au Service historique de la Défense sous la cote 2011 PA 8. Ce dossier qui retrace les recherches entreprises tous azimuts par la famille d'Octave Simon après la guerre est consultable sur le site du musée de la Résistance en ligne avec le lien suivant : <http://www.museedelaresistanceenligne.org/media.php?media=6148#fiche-tab>

Les activités de MER

l'association des amis
de la Fondation de la Résistance



Le colloque sur Robert Desnos

Mercredi 14 octobre 2015, devant une très large assistance, l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance a organisé à l'auditorium de l'Hôtel de ville de Paris un colloque sur le thème « du surréalisme à la Résistance : le parcours de Robert Desnos ». Ce colloque autour de l'auteur du « Veilleur du Pont-au-Change » doit beaucoup à l'association des « Amis de Robert Desnos » présidée par son biographe **Marie-Claire Dumas** et le concours de **Jacques Fraenkel**, l'ami de ces sombres années. Soixante-dix ans après la mort du poète, ce colloque entrait en résonance avec le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2015 -2016 : « Résister par l'art et la littérature ».

Marie-Claire Dumas avec une grande clarté retraça le parcours du poète plein « d'une fougue extraordinaire » qui, assoiffé de liberté, devint à 22 ans « prophète du groupe surréaliste ». À la pointe du mouvement, Desnos le contesta néanmoins quand, en 1927, il refuse d'adhérer au parti communiste et rompt avec les surréalistes. Ami d'André Breton, dès le milieu des années 30, il est touché par la guerre civile espagnole. Antifasciste et militant contre l'antisémitisme, l'ancien pacifiste écrit en 1938 « Je chante ce soir non ce que nous devons combattre mais ce que nous devons défendre ». En 1941, il publie « sous le manteau » *État de veille* où il écrit « en définitive, ce qui doit être libre n'est pas la poésie, c'est le poète ». Profondément choqué par la rafle du Vel d'Hiv, il rejoint très tôt le réseau Agir où il fabrique notamment des faux papiers. Il fait également de la poésie une arme contre l'occupant. Le 22 février 1944, trahit, il est arrêté et déporté « là-bas où le destin de notre siècle saigne ».

Puis **Jacques Fraenkel**, avec beaucoup d'émotion, s'est souvenu du « petit juif qui vivait cloîtré avec son père » et que le poète régalaient de ses propos toujours drôle... et aussi « des fausses cartes d'identités » qui lui sauveront la vie.

André Bessière, résistant-déporté aujourd'hui âgé de 91 ans, a évoqué son compagnon d'infortune et « voisin de paille », celui qu'Aragon, dans un émouvant poème appelle : « *Robert le Diable* », celui « qui partit de Compiègne [...] accomplir jusqu'au bout sa propre prophétie ». Le 27 avril 1944, raconte **André Bessière**, « 1700 résistants, comprimés à plus de cent par wagons prennent le chemin de la déportation ». Le voyage est un calvaire infernal qui dura « 4 jours et 3 nuits » et déboucha sur « l'enfer d'Auschwitz-Birkenau ». Tatoué : Desnos devint le numéro 185 443. C'est à Flôha en Saxe, dans une usine de production de fuselages d'avions qu'**André Bessière** devient son « voisin de paille », l'écoutant dans les rares moments de repos dont ils disposaient évoquer « les histoires cocasses, sur son Montparnasse des années 20 où il avait fait les 400 coups » et ses « passages à la radio française lorsqu'il en était l'animateur ». **André Bessière** se souvient du jour où après avoir assisté à une triple pendaison, Robert Desnos le prit par le bras et lui dit « écoutes petit père, tu sais, il faudra que le monde sache, il faudra le dire, il faudra l'écrire. Mais vois-tu, le plus difficile sera d'appropriier les mots appropriés pour ne pas sombrer dans le pathétique de feuilleton ». **André Bessière** s'acquittera quelques années plus tard de ce devoir de mémoire en rédigeant quelques-uns des plus beaux ouvrages sur la Déportation après avoir été témoin de la mort du poète.

En conclusion de cet après-midi, le professeur **Vincent Avazeri** a présenté et commenté le film qu'il a réalisé conjointement avec les élèves de son collège Guillaume Cale de Nanteuil-le-Haudouin (Oise) et de deux autres lycées : l'un tchèque à Olomouc et le second slovaque à Banská Bystrica. Ce documentaire de 45 minutes - réalisé par son collègue M. Deroo dans le cadre du projet « Comenius » - suit les pas de Desnos de Royallieu à Terezin et permet



Des nouvelles de notre site internet

Les pages « Ne les oublions pas » et nos « Manifestations » sont celles les plus souvent consultées.

Depuis le 15 mai 2015, date de lancement de notre nouveau site, nous avons 85% de nouveaux visiteurs, soit 10 000 personnes qui ont consultées 37 000 fois nos pages.

MER est maintenant sur Facebook et Twitter : nous avons à ce jour plus de 1 000 « amis » !



de découvrir l'horreur concentrationnaire nazi, mais aussi le portrait de Marcel Herz, un jeune poète slovaque résistant assassiné par les nazis.

Manuel Valls-Vicente évoqua l'existence méconnue de 4 clichés de Robert Desnos pris au camp de Terezin le 8 mai 1945, un mois jour pour jour avant que le poète ne décède. L'histoire de ces photos est singulière puisqu'elles furent miraculeusement découvertes dans les années 60 par deux personnes : **Mme Neuvécelle**, dont le fils Edmond disparu également à Terezin, et **Roger Frey**, un camarade de déportation de ce dernier. ●

*Manuel Valls-Vicente
Assistant mémoire*

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » !

Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir »).

Mémoire et Espoirs de la Résistance,
Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18, place Dupleix, 75015 Paris
Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32



À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

La Résistance. Tiré à part des numéros 430 et 431 d'*Historiens et Géographes*. Revue de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie.

Historiens et Géographes, la revue de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie, a consacré à la Résistance un gros dossier paru en deux parties dans le n° 430 de mai-juin 2015 et le n° 431 de juillet-août 2015. Coordonné par Jean-Marie Guillon et Bruno Leroux, il contient une douzaine d'articles faisant le point sur les recherches les plus récentes, complétés par des analyses de documents et des listes de ressources. Le dossier a aussi fait l'objet d'un tiré à part broché de 156 pages, qui peut être acheté au prix de 15 euros en s'adressant au siège de l'APHG/ Historiens et Géographes – BP 65 41 – 75065 Paris cedex 02 – Tél. : 01 42 33 62 37 – aphgrevue@orange.fr

Vient de paraître

La présence de ces titres dans « vient de paraître » ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de *La Lettre*, des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

Charles de Gaulle.
L'insoumis, 1940-1945.
Céline Anché.
Oskar éditeur, 106 p., 9,95 €.

Les acacias blancs de Gelsa.
Du front de l'Ebre aux maquis de Dordogne-Nord.
Christian Bélingard.
Éditions Fanlac
(www.fanlac.com), 189 p., 19 €.

Mémoire de guerre.
Le Vercors, 1943-1945.
Robert Benne
alias « capitaine Bob ».
ANOVI, 139 p., 19 €.

Carnet de retour
avec la division Leclerc.
Pierre Bourdan.
Préface de Guillaume Piketty.
Payot, 264 p., 15 €.

Combattants juifs dans les Armées de Libération (1939-1948).
Témoignages.
Georges Brandstatter.
Préface du professeur Jacques Fijalkow.
Éd. Ouest-France, 348 p., 17 €.

Résister toujours (Mémoires).
Marie-José Chombart de Lauwe.
Flammarion, 308 p., 20 €.

Libération, retour et après-retour d'internés à Montluc déportés (témoignages).
Association des rescapés de Montluc, bulletin n°12, septembre 2015 (pour se procurer cet ouvrage, contacter l'association des rescapés de Montluc – 11, rue Laurent-Vibert – 69 006 Lyon), 210 p.

Les Français libres et le monde. Actes du colloque international au musée de l'Armée les 22 et 23 novembre 2013.
Sous la direction de Sylvain Cornil-Ferrot et Philippe Oulmont.
Fondation de la France libre, nouveau monde éditions, 431 p., 25 €.

Mémoire des guerres.
Le Centre-Val-de-Loire de Jeanne d'Arc à Jean Zay.
Sous la direction de Pierre Alloxant et Noëline Castagnez.
Préface de Jean-François Sirinelli.
Presses universitaires de Rennes (www.pur-editions.fr), 350 p., 20 €.

Lettres d'un ouvrier déporté.
De Maromme à Auschwitz, les deux résistances de William Letourneur.
Pierre Dietz.
Préface de René Louis Besse,

déporté-résistant.
Éditions Charles Corlet,
298 p., 22 €.

Une jeune mère dans la Résistance.
Olga Bancic.
Marie-Florence Ehret.
Oskar éditeur, 164 p., 11,95 €.

Le serpent chauve devient zazou. Le réseau Prosper-Physician dans le Calvados (SOE).
Gérard Fournier.
Préface de Claude Leteurre.
Éditions Charles Corlet,
329 p., 25 €.

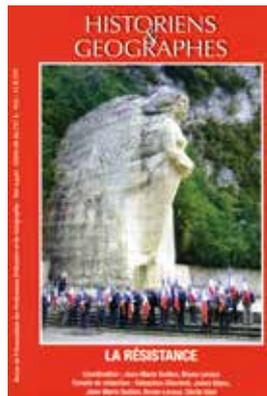
La drôle de guerre.
L'entrée en guerre des Français. Septembre 1939-mai 1940.
Fabrice Grenard.
Belin, 444 p., 23 €.

Le tapissier de Jérusalem. Mémoires.
Lucien Lazare.
Édition du Seuil, 233 p., 18 €.

Un enfant a vécu le massacre de Dun-les-Places (juin 1944) : il raconte.
René Marin.
Compte d'auteur (écrire à René Marin – Le Manthal – 58 230 Dun-les-Places) 108 p., 10 €.

Le « Salon des rêves ».
Comment le peintre Joseph Steib fit la guerre à Adolf Hitler.
François Pétry.
Préface de Fabrice Hergott.
La Nuée Bleue, 231 p., 35 €.

Avoir 20 ans au maquis du Vercors 1943-1944.
Marc Serratrice.
ANOVI, 335 p., 22 €. ●



Activités du département AERI Les nouveautés du Musée de la Résistance en ligne (1940-1945)

Le musée de la Résistance en ligne propose, depuis juin 2015, une exposition introductive intitulée « La Résistance par les événements ». Cette exposition virtuelle permet de découvrir en 32 séquences d'une minute les principaux événements qui ont marqué l'histoire de la Résistance française.

Afin d'aider les élèves préparant le Concours national de la Résistance et de la Déportation, une exposition a été mise en ligne en octobre dernier autour du thème du concours pour l'année 2015-2016 « Résister par l'art et la littérature ». Afin de valoriser la brochure nationale et les ressources du musée de la Résistance en ligne, la page consacrée au CNRD a été revue et améliorée. Enfin, une fonction « bloc-notes » a été développée. Elle permet de sauvegarder des notices préalablement sélectionnées, de constituer un dossier, de l'imprimer, de le sauvegarder en PDF ou de l'envoyer par courriel. ►

Activités du département recherche et pédagogie

Prix Philippe Viannay Défense de la France 2015

Le prix Philippe Viannay-Défense de la France, créé en 1991 par les anciens résistants du mouvement Défense de la France, est perpétué par la Fondation depuis la dissolution de leur association en 2006. Le prix 2015 a été décerné, au Palais du Luxembourg, le 3 novembre dernier, à Marie-José Chombart de Lauwe pour ses mémoires *Résister toujours* (éditions Flammarion) et à Christian Chevandier pour *Été 44. L'insurrection des policiers de Paris* (éditions Vendémiaire).



Le jury présidé par Jean-Pierre Azéma et l'assistance dans la salle René Coty au Sénat.

Dans son beau témoignage, **Marie-José Chombart de Lauwe** transforme sa vie en objet d'étude avec cette rigueur absolue dans l'écriture et la distance nécessaire à la réflexion. Elle présente son parcours comme une trajectoire tendue en ayant soin de présenter les moments de rupture, la part due au hasard, évitant de la sorte tout déterminisme.

Elle y décrit son environnement familial et les conditions de son engagement dans la Résistance, dès 1940, alors qu'elle vit avec ses parents sur l'Île de Bréhat. Les premières actions de ce noyau de résistance précocement né autour de sa mère sont l'embarquement vers l'Angleterre de soldats britanniques puis l'exfiltration d'aviateurs abattus. Au printemps 1941, ce groupe de pionniers est affilié au réseau de renseignement George France 31. Étudiante en médecine à Rennes Marie-José Chombart de Lauwe devient un agent de liaison actif... mais ne tarde pas à être arrêtée le 22 mai 1942 en même temps que son père et sa mère suite à l'infiltration de son réseau par des agents de l'*Abwehr*.

Trois femmes connues durant son internement (à la prison de Rennes d'abord puis à la Santé à Paris et à Fresnes) et sa déportation vont la marquer à vie : Marie-Claude Vaillant-Couturier, France Bloch-Sérazin et Germaine Tillion. Germaine Tillion lui apporte au camp la compréhension du système concentrationnaire comme moyen de lutte et de survie. L'expérience de la déportation est au cœur de son ouvrage, expérience qu'elle a couchée sur le papier dès 1946, mais qu'elle ne publiera qu'en 1998 sous le titre de *Toute une vie de Résistance*, livre édité par la FNDIRP.

Elle aborde également les difficultés à se réinsérer après l'expérience des camps de concentration. Ayant repris ses études de médecine, elle opère une bifurcation radicale dans son orientation professionnelle. Au début des années 1950, elle se tourne vers les sciences humaines pour devenir chercheuse au CNRS. Elle se lance alors dans l'étude pionnière sur les enfants inadaptés ce qui ne va pas de soi après l'expérience traumatisante qu'elle a connue à la *Kinderzimmer* du camp de Ravensbrück. Elle défend la cause de l'enfance et développe le concept de l'enfant-personne.

En parallèle, elle rejoint rapidement les amicales de déportés, qui s'affirment comme des lieux de discussion et non de déchirement dans le contexte tendu de la Guerre froide. Au nom toujours d'un engagement collectif, elle lutte contre l'extrême droite et le négationnisme et pour la défense des droits de l'homme et le respect total de la dignité humaine avant de devenir présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation.

Dans le prolongement d'ouvrages qu'il a consacrés à cette corporation, **Christian Chevandier**, se penche, quant à lui, avec cette étude prosopographique sur les policiers qui ont pris part à l'insurrection parisienne. Distinguant bien les hommes de l'institution, il montre comment ces policiers s'incarnent dans la corporation tout en décrivant leur univers sensible. On constate ainsi que les policiers sont d'origine rurale, qu'ils ont été marqué par les valeurs de la République et par le souvenir de la guerre 1914-1918 mais que du fait de l'obéissance imposée par la corporation, beaucoup ont des difficultés à s'engager au sein de la Résistance. Reflet des contradictions particulières au sein du pouvoir sous l'Occupation, beaucoup ont participé à la répression de la Résistance et aux rafles des Juifs.

Le poids initial de leur grève, le fait qu'ils aient des armes et qu'ils combattent dans les quartiers qu'ils connaissent, la maîtrise de techniques de combat notamment lorsqu'il s'agit de débusquer les tireurs sur les toits, tout cela concourt à ce que cette corporation ait un rôle important dans les combats de la libération de la Capitale. Avec 152 morts sur les 1000 de la libération de Paris, la police de Paris est la corporation qui a payé le plus lourd tribut. Après l'analyse historique, l'auteur s'attaque aux lieux communs de la mémoire noire de la Police parisienne sous l'Occupation. Il démontre par exemple que les policiers morts ne sont pas les instruments uniques de l'institution, ils appartiennent à la mémoire de l'insurrection puisqu'ils incarnent le désir de venger la défaite de 1940. ●

Frantz Malassis

► suite de la page 6

L'année 2015 marque le 70^e anniversaire du retour de déportation des **anciens détenus de la centrale d'Eysses** et de la naissance de leur amicale. À cette occasion, et en complément de l'exposition virtuelle mise en ligne en janvier 2012, le Musée de la Résistance en ligne vous propose de suivre les parcours individuels de douze résistants incarcérés dans cet établissement pénitentiaire. Nous souhaitons, par ces choix, montrer la diversité des résistants d'Eysses, que ce soit au niveau de l'âge, des origines socio-professionnelles, des tendances politiques ou syndicales, des opinions religieuses, des mouvements ou réseaux de résistance auxquels ils appartenaient...

Par ailleurs, le travail d'intégration des **plaques, stèles et monuments liés à la Résistance et à la**

libération du territoire se poursuit pour l'ensemble du territoire national. Près de 1200 lieux de mémoire ont déjà été intégrés à cette carte. Des établissements scolaires s'engagent également dans ce travail de recensement des lieux de mémoire. Elle sera déclinée sous la forme d'application pour smartphones et tablettes d'ici la fin de l'année.

Depuis son lancement en 2011, le musée de la Résistance en ligne a eu près de 430 000 visites et plus de 1 500 000 pages ont été vues.

Parallèlement pour le département AERI, se poursuivent **trois projets de DVD-Roms** dans le cadre de la campagne nationale « Histoire en Mémoire 1939-1945 » : *La Résistance dans la Somme*, *Les Alsaciens dans la Résistance*, *La Résistance en Ile-et-Vilaine*. ●

Fabrice Bourrée

Le Prix Littéraire de la Résistance

décerné par le Comité d'action de la Résistance (CAR) a été attribué en 2015 à titre posthume à **Madeleine Michelis** pour *Correspondance d'avant-guerre et de guerre* (éditions Le Félin, coll. Résistance, Liberté-Mémoire).

Palmarès du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire 2014-2015

En 2015, 36 photographies ont été adressées au jury du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire qui a décerné trois prix et trois mentions à l'occasion de cette dix-septième édition.

En 1998, le Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire est né du constat que de nombreux candidats du Concours national de la Résistance et de la Déportation prenaient des photographies de lieux de Mémoire lors de visites préparatoires sans qu'elles soient systématiquement valorisées dans ce cadre.

Ce concours offre donc aux élèves la possibilité d'exprimer leur sensibilité aux aspects artistiques et architecturaux des lieux de Mémoire relatifs à la Résistance intérieure et extérieure, à l'internement et à la Déportation situés en France ou à l'étranger au travers de la technique photographique.

Depuis lors, les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle organisent, chaque année, le concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire.

Réuni le jeudi 5 novembre 2015 au 30, boulevard des Invalides (Paris VII^e), le jury de cette dix-septième édition avait à choisir entre 36 photographies présentées par 36 candidats⁽¹⁾.

Au terme d'un examen attentif des réalisations et de nombreux échanges entre les membres du jury, le palmarès du concours 2014-2015 a été proclamé.

À cette occasion, le jury a souligné que la qualité artistique de certaines œuvres ne peut qu'inciter à promouvoir plus largement ce concours. À ce titre, il faut rappeler le soutien précieux apporté par l'Association des professeurs d'Histoire Géographie (APHG), qui par le biais de sa revue *Historiens et Géographes*, a diffusé auprès des enseignants du secondaire les informations concernant ce concours⁽²⁾.

Par ailleurs, depuis plusieurs années, le jury constate que de nombreux candidats joignent à leurs photographies des poèmes, traduisant l'émotion qu'ils ont ressentie lors de la découverte des lieux de mémoire. Cette année encore 23 photographies, soit plus des deux tiers des travaux reçus, étaient accompagnées de la sorte. Néanmoins, le jury regrette que la sensibilité exprimée au moyen de ces productions littéraires ne se traduise pas par une création photographique plus aboutie. Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'un concours photographique visant à sensibiliser les élèves aux principes de cette démarche artistique. ●

Frantz Malassis



Photo Romane De Oliveira

Le premier prix du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire a été décerné à Romane De Oliveira, pour son cliché de la nécropole nationale de Sigolsheim.

Le **premier prix** est décerné à **Romane DE OLIVEIRA, élève de troisième au collège Le Mont-Châtelet à Varzy (Nièvre)** pour sa photographie prise à la nécropole nationale de Sigolsheim dans le Haut-Rhin (**photo ci-dessus**). Ce lieu commémore les combats meurtriers de la poche de Colmar du 20 janvier au 9 février 1945 durant lesquels la Première Armée Française sous les ordres du général de Lattre de Tassigny emporta la victoire. Voulu par le maréchal de Lattre et par l'« Association Rhin et Danube », cette nécropole regroupe les corps de 1 589 militaires de la Première armée française « morts pour la France » dont 792 tombes de soldats musulmans. Cette élève a accompagné sa création de réflexions personnelles que lui inspira ce lieu :

« Au pied des marches conduisant au sommet de la colline, on voit ces tombes, séparées de part et d'autre de cet escalier. Avec la personne à mes côtés, on voit nos ombres, cela me fait penser à l'ombre des soldats morts en ces lieux 70 années auparavant, comme si elles s'avançaient vers moi, vers nous.

Ces soldats ont été séparés pour des questions religieuses en ces lieux. D'un côté les chrétiens, de l'autre les musulmans. Cependant, ils se battaient pour le même pays, pour les mêmes couleurs, les nôtres, pour la France. Aujourd'hui en 2015, certains souhaitent opposer les communautés, alors que finalement les mêmes idéaux sont à défendre.

Le drapeau tricolore en haut des marches constituait le chemin de ces soldats, il est le nôtre aujourd'hui encore. »

Un deuxième et troisième prix ont été attribués respectivement à :

- **Valentin DE OLIVEIRA**, élève de troisième au collège Le Mont-Châtelet à Varzy (Nièvre) pour son cliché intitulé « La photographie du paradoxe » pris au camp du Struthof.

- **Pierre SIMEON**, élève de troisième au collège Le Mont Chatelet à Varzy (Nièvre) pour sa photographie prise au camp du Struthof.

Par ailleurs, trois mentions ont récompensé :

- **William DECATOIRE**, élève de troisième au collège Louis Pasteur à Villemomble (Seine-Saint-Denis) pour une vue du crématoire du camp de Buchenwald.

- **Estelle SEIF**, élève de troisième au collège Louis Pasteur à Villemomble (Seine-Saint-Denis) pour la représentation d'une œuvre de Józef Szajna exposée au musée du camp de Buchenwald.

- **Marie CARPENTIER**, élève au lycée général et technologique Jean Michel à Lons le Saunier (Jura) pour son cliché de la crypte du mémorial de la Shoah à Paris.

Vous pouvez retrouver toutes les photographies primées ou ayant obtenu une mention, accompagnées du texte intégral de présentation des candidats, sur les sites de la Fondation de la Résistance (www.fondationresistance.com).

(1) Ce concours a concerné 34 collégiens et 2 lycéens (26 filles et 10 garçons) de 5 établissements scolaires (2 lycées et 3 collèges).

(2) Précisons que le règlement et la composition du jury de ce concours sont consultables sur le site de la Fondation de la Résistance grâce au lien suivant : http://www.fondationresistance.org/pages/action_pedag/reglement_p.htm.